

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

DU

PAYS FOYEN

RECUEIL

DES

ACTES ADMINISTRATIFS

du 01/01/2020 au 30/06/2020

Délibérations
du Conseil Communautaire et du Bureau

*

Arrêts du Président

*

Décisions du Président

Pineuilh, le 23 janvier 2020



A l'attention des membres du Conseil de Communauté

Convocation

Cher (e) Collègue,

J'ai l'honneur de vous inviter à participer à une réunion du Conseil Communautaire qui se tiendra le :

Judi 30 janvier 2020 à 18h30
Salle des Fêtes de Riocaud

Ordre du jour :

- ✓ Budgets Primitifs environnement / Office de Tourisme / Cinéma
- ✓ Contrat de mixité sociale
- ✓ Recrutement d'un poste en contrat aidé dans le cadre de la Micro folie
- ✓ Modification des statuts du SMDE24
- ✓ Transfert de la compétence Assainissement Non Collectif (ANC) de la Communauté de Communes Périgord Limousin au SMDE24

Questions diverses :

- ✓ Motion de soutien à la filière vigne et vin française

Comptant sur votre présence, veuillez recevoir, Cher (e) Collègue, l'expression de mes sentiments distingués.

David Ulmann
Président



paysfoyen.fr

Communauté de Communes du Pays Foyen 2 Avenue Georges Clemenceau - 33220 Pineuilh
Tél : 05 57 46 20 58 - fax : 05 57 46 39 53 mail : contact@paysfoyen.fr

I Objet : Budget Primitif Assainissement Collectif Pellegrue 2020 (20-01) :

Après avis unanime du Bureau et après discussion, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, valide le Budget Primitif Assainissement Collectif Pellegrue 2020 (En exploitation : 95 730€ - en investissement : 57 829€)

II Objet : Budget Primitif 2020 Assainissement Collectif Port-Sainte-Foy-et-Ponchapt (20-02) :

Après avis unanime du Bureau et après discussion, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, valide le Budget Primitif Assainissement Collectif 2020 Port-Sainte-Foy-Et-Ponchapt (En exploitation : 63 442€ - En investissement : 45 818€)

III Objet : Budget Primitif 2020 Assainissement Collectif (20-03) :

Après avis unanime du Bureau et après discussion, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, valide le Budget Primitif 2020 Assainissement Collectif (En exploitation : 829 257€ - En investissement : 715 528€)

IV Objet : Budget Primitif 2020 GEMAPI (20-04) :

Après avis unanime du Bureau et après discussion, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, valide le Budget Primitif 2020 GEMAPI (En fonctionnement : 199 127€ - En investissement : 209 082€)

V Objet : Budget Primitif 2020 SPANC (20-05) :

Après avis unanime du Bureau et après discussion, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, valide le Budget Primitif 2020 SPANC (En exploitation : 36 190€ - En investissement : 1 050€)

VI Objet : Budget Primitif Eau ex SIC 2020 (20-06) :

Après avis unanime du Bureau et après discussion, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, valide le Budget Primitif Eau ex SIC 2020 (En exploitation : 114 482€ - En investissement : 110 990€)

VII Objet : Budget Primitif 2020 Eau (20-07) :

Après avis unanime du Bureau et après discussion, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, valide le Budget Primitif 2020 Eau (En exploitation : 1 189 641€ - En investissement : 771 949€)

VIII Objet : Budget Primitif 2020 Office de Tourisme (20-08) :

Après avis unanime du Bureau et après discussion, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, valide le Budget Primitif 2020 Office de Tourisme (En fonctionnement : 246 000€ - En investissement : 11 800€)

IX Objet : Budget Primitif 2020 Cinéma la Brèche (20-09) :

Après avis unanime du Bureau et après discussion, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, valide le Budget Primitif 2020 Cinéma la Brèche (En fonctionnement : 54 256€ - En investissement : 110 686€)

X Objet : Budget Primitif 2020 ZAE (20-10) :

Après avis unanime du Bureau et après discussion, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, valide le Budget Primitif 2020 ZAE (En fonctionnement : 122 562€ - En investissement : 0)

XI : Objet : Contrat de Mixité Sociale (20-11) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité approuve le présent contrat tel que présenté ce jour et habilite Monsieur le Président à engager toutes les démarches liées à cette affaire

XII Objet : Ouverture d'un poste d'animateur culturel et touristique sous la forme d'un contrat aidé (20-12) :

Sur proposition unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté, à l'unanimité approuve l'ouverture d'un poste d'animateur culturel et touristique dans le cadre d'un contrat aidé, quotité 35/35èmes, à compter du 1^{er} mars 2020 pour une durée minimum d'un an renouvelable. Le Conseil de Communauté habilite le Président à engager toutes les démarches nécessaires à la présente délibération.

XIII Objet : Modification des statuts du Syndicat SMDE 24 (20-13) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité décide d'accepter la modification des statuts du SMDE et approuve le projet des statuts du SMDE ainsi modifiés.

XIV Objet : Transfert de la compétence Assainissement Non Collectif (ANC) de la Communauté de Communes Périgord Limousin au SMDE 24 (20-14) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité décide d'accepter le transfert de la compétence Assainissement Non Collectif de la Communauté de Communes Périgord Limousin au SMDE 24.

XV Objet : Motion de soutien à la filière vin et eaux-de-vie de vin (20-15) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à 39 voix pour et 2 abstentions, approuve la motion de soutien à la filière vin et eaux-de-vie ainsi proposée.

Pineuilh, le 19 février 2020



A l'attention des membres du Conseil de Communauté

Convocation

Cher (e) Collègue,

J'ai l'honneur de vous inviter à participer à une réunion du Conseil Communautaire qui se tiendra le :

Jeudi 27 février 2020 à 18h30
Salle des Fêtes d'Auriolles

Ordre du jour :

- ✓ Mise en place du RIFSEEP : présentation de Monsieur MARESCAUX du cabinet PIM
- ✓ Présentation de la CTG (Convention Territoriale Globale) par Madame MANSIET, directrice de la CAF de la Gironde en partenariat avec la MSA de la Gironde
- ✓ Recrutement d'un contrat aidé à temps non complet pour le périscolaire
- ✓ Recrutement d'un contrat aidé à temps non complet pour les services techniques (suite démission)
- ✓ Présentation du rapport annuel d'activité 2019 du service GEMAPI
- ✓ Avenant de prolongation du contrat AEP de SOGEDO
- ✓ Avis sur le projet SAGE DROPT

Questions diverses :

- ✓ Rupture conventionnelle
- ✓ Loi de finances 2020 : note de présentation

En raison de l'ordre du jour et de la présence de différents intervenants, je vous précise qu'un repas sera offert au cours de cette réunion.

Comptant sur votre présence, veuillez recevoir, Cher (e) Collègue, l'expression de mes sentiments distingués.

David Ulmann
Président

paysfoyen.fr

Communauté de Communes du Pays Foyen 2 Avenue Georges Clemenceau - 33220 Pineuilh
Tél. : 05 57 46 20 58 - fax : 05 57 46 39 53 mail : contact@paysfoyen.fr



I Objet : Délibération cadre relative au régime indemnitaire et à la mise en place du RIFSEEP, régime indemnitaire des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) (20-16) :

Article 1 : Evolution du régime indemnitaire de la collectivité

Le RIFSEEP a vocation à être transposable à terme, à l'ensemble des cadres d'emplois de la fonction publique territoriale par arrêté ministériel.

Ce régime indemnitaire est composé de deux parties :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale. Cette indemnité repose sur la formalisation précise de critère professionnel et l'expérience professionnelle de l'agent
- Le complément indemnitaire annuel (CIA), non automatiquement reconductible d'une année sur l'autre puisque lié à la manière de servir de l'agent

Il convient d'instaurer au sein de la collectivité, conformément au principe de parité tel que prévu par l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) en lieu et place du régime indemnitaire existant pour les agents de la collectivité.

Il est donc décidé de mettre en œuvre les deux composantes du RIFSEEP (IFSE et CIA), selon les modalités définies ci-après, et dans la limite des textes applicables aux agents de l'Etat.

Pour les cadres d'emploi qui ne peuvent encore prétendre au bénéfice du RIFSEEP à la date de la délibération, les régimes indemnitaires sont d'ores et déjà revus par la présente délibération afin d'être attribués selon les mêmes critères et modalités que le RIFSEEP dans le respect des textes et maxima réglementaires qui leur sont propres. La présente délibération prévoit ainsi que le RIFSEEP leur sera étendu dès lors que les arrêtés et modalités de transposition le permettront, dans les conditions détaillées dans cette délibération et dans le respect des maxima applicables aux agents de la fonction publique d'Etat.

Il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés, la nature, les conditions d'attribution du régime indemnitaire applicable à ses personnels.

Article 2 : Cotation des emplois et définition d'une indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise (IFSE) pour l'ensemble des agents de la collectivité

Les principes

Une cotation globale de tous les emplois a été établie afin de justifier de l'attribution d'une part du régime indemnitaire liée une indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise (IFSE) selon les critères suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel

Les montants de référence de l'IFSE sont ainsi définis pour un agent travaillant à temps plein :

Niveau de fonction	Intitulé	Montant mensuel en €
1	DGS	1 900 €
2	Directeur adjoint/ DST	1 190 €
3	Responsable de service	800 €
4	Responsable d'équipement /Encadrement Intermédiaire	400 €
5	Direction ALSH/Chef de Centre	300 €
6	Chef d'équipe/Encadrement proximité	250 €
7	Expert ou référent métier, responsable	250 €

	fonctionnel	
8	Agent très qualifié et autonome	200 €
9	Agent disposant d'une qualification « spécifique » + tutorat	150 €
10	Agent disposant d'une qualification « spécifique »	100 €
11	Agent disposant d'une qualification « standard »	50 €

A noter, le passage au nouveau Régime Indemnitaires n'a pas fait l'objet d'une augmentation à titre individuel mais d'une étude globale sur la cotation des postes. Une moyenne du RI existant a été effectuée par niveau de cotation afin de déterminer le montant mensuel.

L'IFSE ayant vocation à valoriser le parcours professionnel ou des missions supplémentaires le cas échéant confiées à l'agent (fonction de régisseur, management de projets complexe, tutorat, ...) pourra donner lieu à une valorisation de l'IFSE de référence dans le respect des maxima réglementaires.

Le complément d'IFSE versé au titre de fonction de régisseur sera versé 1 fois par an pour un montant de 110 à 270€.

Le versement de l'IFSE fera l'objet d'un arrêté individuel notifié à l'agent.

Les bénéficiaires

Il est décidé d'instituer l'IFSE selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat et des maxima réglementaires pour :

- les agents titulaires, stagiaires.

Aucun autre agent contractuel de droit public ou privé ne peut prétendre au bénéfice du régime indemnitaire de la collectivité, sauf principe de maintien à titre individuel visé à l'article 9, jusqu'au terme de son contrat.

Les agents publics qui consacrent la totalité de leur service ou une quotité égale ou supérieure à 70% d'un service à temps plein à une activité syndicale bénéficieront d'un régime indemnitaire calculé suivant les dispositions du décret n°2017-1419 du 28 septembre 2017. L'arrêté individuel fixera ensuite le montant retenu suivant ces dispositions.

Les conditions de versement

L'IFSE fera l'objet d'un versement mensuel. Son montant sera proratisé en fonction du temps de travail pour les agents à temps partiel ou temps non complet.

En cas de congé, l'IFSE est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement.

Les conditions de réexamen

Le montant de l'IFSE versé aux agents fera l'objet d'un réexamen :

- A chaque changement de fonctions (changement de groupe de fonctions avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions, ou mobilité vers un poste relevant du même groupe de fonctions) ;
- A minima, tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent
- En cas de changement de cadre d'emploi suite à une promotion, ou la réussite à un concours.
- A chaque promotion de grade

L'expérience professionnelle des agents sera appréciée tous les 4 ans au regard des critères suivants : ancienneté dans le poste occupé et dans le domaine occupé, qualité du parcours professionnel, formation, capacité de transmission des savoirs.

Lors d'un réexamen, l'autorité territoriale n'est toutefois pas tenue de revaloriser le montant de l'IFSE de l'agent.

Article 3 : Complément indemnitaire annuel

Les principes

Le complément indemnitaire annuel (CIA) qu'il est décidé d'instituer a vocation à valoriser l'engagement et la manière de servir des agents.

Ces critères seront appréciés individuellement chaque année en lien avec l'entretien d'évaluation professionnelle de l'année écoulée, au regard des résultats atteints par l'agent et dans le cadre d'un examen particulier (étude au cas par cas) lors d'une commission présidée par l'Autorité Territoriale (ou son représentant) et animée par le Directeur Général des Services (ou son représentant).

Les critères d'évaluation seront définis ultérieurement après consultation des membres du Comité Technique.

Ce dispositif sera mis en place au 1^{er} janvier 2021 sur la base des résultats 2020.

Les montants :

Le CIA sera attribué par référence à un montant défini pour tous les agents bénéficiaires présents plus de 6 mois au cours de l'année écoulée.

Les montants attribués à titre individuel pourront varier de 0 à +100%

Le CIA est attribué sur la base des montants de référence suivants :

Niveau de fonction	Intitulé	Montant plafond annuel en €
1	DGS	3 000
2	Directeur adjoint/ DST	3 000
3	Responsable de service	2 700
4	Responsable d'équipement /Encadrement Intermédiaire	2 380
5	Direction ALSH/Chef de Centre	2 200
6	Chef d'équipe/Encadrement proximité	2 100
7	Expert ou référent métier, responsable fonctionnel	1 998
8	Agent très qualifié et autonome	1 266
9	Agent disposant d'une qualification « spécifique » + tutorat	1 260
10	Agent disposant d'une qualification « spécifique»	1 200
11	Agent disposant d'une qualification « standard»	1 200

Le versement de ce complément indemnitaire fera l'objet d'un arrêté individuel notifié à l'agent.

Les bénéficiaires

Il est décidé d'instituer le CIA pour les agents titulaires, stagiaires, selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat et des maxima règlementaires.

Les conditions de versement

Le CIA fera l'objet d'un versement annuel. Son montant sera proratisé en fonction du temps de travail pour les agents à temps partiel ou temps non complet. Ce complément n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Article 4 : mise en œuvre du RIFSEEP

Bénéficieront du RIFSEEP les cadres d'emplois énumérés ci-après dans le respect pour chacun d'entre eux des maxima réglementaires définis pour les agents de la fonction publique de l'Etat :

Directeur Général des Services

Attaché

Rédacteur

Adjoint administratif

Animateur

Adjoint d'Animation

Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques

Adjoint du Patrimoine

Conseiller Socio-éducatif

Assistant Socio-éducatif

Agent social

Agent de Maîtrise

Adjoint Technique

Plafonds réglementaires annuels applicables au RIFSEEP :

Plafonds réglementaires				Plafonds réglementaires IFSE		Plafonds réglementaires CIA	Plafonds réglementaires IFSE + CIA	
Filière	Catégorie	Cadre d'emploi	Groupes	Annuels	Mensuels	Annuels	Annuels	Mensuels
Adm.	A	Attachés	Groupe 1	36 210 €	3 018 €	6 390 €	42 600 €	3 550 €
			Groupe 2	32 130 €	2 678 €	5 670 €	37 800 €	3 150 €
			Groupe 3	25 500 €	2 125 €	4 500 €	30 000 €	2 500 €
			Groupe 4	20 400 €	1 700 €	3 600 €	24 000 €	2 000 €
	B	Rédacteurs	Groupe 1	17 480 €	1 457 €	2 380 €	19 860 €	1 655 €
			Groupe 2	16 015 €	1 335 €	2 185 €	18 200 €	1 517 €
			Groupe 3	14 650 €	1 221 €	1 995 €	16 645 €	1 387 €
	C	Adjoints administratifs	Groupe 1	11 340 €	945 €	1 260 €	12 600 €	1 050 €
			Groupe 2	10 800 €	900 €	1 200 €	12 000 €	1 000 €
	Anim	B	Animateurs	Groupe 1	17 480 €	1 457 €	2 380 €	19 860 €
Groupe 2				16 015 €	1 335 €	2 185 €	18 200 €	1 517 €
Groupe 3				14 650 €	1 221 €	1 995 €	16 645 €	1 387 €
C		Adjoints d'animation	Groupe 1	11 340 €	945 €	1 260 €	12 600 €	1 050 €
			Groupe 2	10 800 €	900 €	1 200 €	12 000 €	1 000 €
Médico-sociale	A	Conseillers socio-éducatifs	Groupe 1	25 500 €	2 125 €	4 500 €	30 000 €	2 500 €
			Groupe 2	20 400 €	1 700 €	3 600 €	24 000 €	2 000 €
		Assistants socio-éducatifs	Groupe 1	19 480 €	1 623 €	3 440 €	22 920 €	1 910 €
			Groupe 2	15 300 €	1 275 €	2 700 €	18 000 €	1 500 €
	C	Agents sociaux / ATSEM	Groupe 1	11 340 €	945 €	1 260 €	12 600 €	1 050 €
			Groupe 2	10 800 €	900 €	1 200 €	12 000 €	1 000 €
Culture	C	Adjoints du patrimoine	Groupe 1	11 340 €	945 €	1 260 €	12 600 €	1 050 €
			Groupe 2	10 800 €	900 €	1 200 €	12 000 €	1 000 €
Techni	C	Agents de maîtrise territoriaux / adjoint technique territoriaux	Groupe 1	11 340 €	945 €	1 260 €	12 600 €	1 050 €
			Groupe 2	10 800 €	900 €	1 200 €	12 000 €	1 000 €

Article 5 : Dispositions relatives aux cadres d'emplois non encore éligibles au RIFSEEP**Principe**

Il est instauré pour les cadres d'emploi non-éligibles au RIFSEEP un régime indemnitaire, selon les modalités définies aux articles 1, 2 et 3, dans la limite des textes applicables aux agents de l'Etat. Sont donc listées ci-dessous les primes et indemnités ouvertes au personnel de la collectivité pour mettre en œuvre le nouveau régime indemnitaire, ainsi que les plafonds réglementaires à concurrence desquels le régime indemnitaire sera individuellement attribué.

Les cadres d'emplois concernés sont les suivants :

- Ingénieur
- Technicien
- Auxiliaire de puériculture
- Educateur de jeunes enfants
- Puéricultrice
- Infirmier territoriaux en soins généraux

Indemnité spécifique de service (ISS) Indemnité spécifique de service (ISS) – (décret n° 2003-799 du 25 août 2003 modifié par le décret n°2014-1404 du 26 novembre 2014, arrêté du 25 août 2003 modifié par l'arrêté du 31 mars 2011)

Le montant individuel maximum de l'indemnité est fixé par application à un montant de référence annuel, fixé par arrêté ministériel pour chaque bénéficiaire, d'un coefficient multiplicateur propre à chaque grade, d'un coefficient géographique, majoré selon le taux individuel maximum fixé ci-après, dans le cadre du crédit global voté par la collectivité.

Cadre d'emploi	Grades	Montant de référence annuel	Coefficient multiplicateur	Taux individuel maximum	Coefficient géographique
Ingénieur	Ingénieur en chef	361,90 €	55	123%	1
	Ingénieur principal à partir du 6ème échelon ayant au moins 5 ans d'ancienneté dans le grade	361,90 €	51	123%	1
	Ingénieur principal à partir du 6ème échelon n'ayant pas 5 ans d'ancienneté dans le grade	361,90 €	43	123%	1
	Ingénieur PPL jusqu'au 5e échelon	361,90 €	43	123%	1
	Ingénieur à partir du 7e échelon	361,90 €	33	115%	1
	Ingénieur jusqu'au 6e échelon	361,90 €	28	115%	1
Technicien	Technicien PPL 1e classe	361,90 €	18	110%	1
	Technicien PPL 2e classe	361,90 €	16	110%	1
	Technicien	361,90 €	12	110%	1

Cadres d'emploi bénéficiaires : ingénieur, technicien

Prime de service et de rendement (PSR) (décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009 et l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009)

Le montant maximum de l'indemnité est calculé par application à un montant de référence annuel, fixé par arrêté ministériel, d'un coefficient multiplicateur fixé comme suit. Ces montants sont attribués dans la limite du crédit global voté par la collectivité.

Cadre d'emploi	Grades	Montant de référence annuel	Coefficient multiplicateur
Ingénieur	Ingénieur principal	2 817,00 €	2
	Ingénieur	1 659,00 €	2
Technicien	Technicien PPL 1e classe	1 400,00 €	2
	Technicien PPL 2e classe	1 330,00 €	2
	Technicien	1 010,00 €	2

Indemnité de sujétions spéciales (décret n°98-1057 du 16 novembre 1998 modifié, arrêté du 27 mai 2005, arrêté du 6 octobre 2010, décret n°90-693 du 1^{er} août 1990)

Le montant individuel de l'indemnité est fixé dans la limite de 13/1900^e de la somme du traitement budgétaire brut annuel de l'agent bénéficiaire et de son indemnité de résidence.

Les cadres d'emplois concernés par la présente prime sont les suivants :

- Puéricultrices
- Infirmiers en soins généraux
- Auxiliaires de puériculture
- Auxiliaires de soins

Prime d'encadrement (décret n°98-1057 du 16 novembre 1998 modifié, décret n°92-4 du 2 janvier 1992 modifié, arrêté du 27 mai 2005, arrêté du 1^{er} août 2006, arrêté du 7 mars 2007)

Le montant individuel de l'indemnité est fixé dans la limite des montants de référence mensuels fixés par l'Etat :

Cadre d'emploi	Montant mensuel de référence
Puéricultrice (directrice de crèches)	91,22 €

Prime de service (décret 98-1057 du 16 novembre 1998 modifié, arrêté du 27 mai 2005, arrêté du 1^{er} août 2006, arrêté du 6 octobre 2010, arrêté du 24 mars 1967)

Le montant individuel de la prime de service est fixé dans la limite d'un montant maximum individuel égal à 17 % du traitement brut de l'agent apprécié au 31 décembre de l'année au titre de laquelle la prime est versée.

Ces montants sont attribués dans la limite du crédit global voté par la collectivité.

Ce montant peut être modulé au regard de la valeur professionnelle et de l'activité de l'agent et des journées d'absence. A ce titre un abattement de 1/140^{ème} du montant de la prime est prévu pour une journée d'absence.

Les cadres d'emplois concernés par la présente prime sont les suivants :

- Puéricultrices
- Infirmier en soins généraux
- Auxiliaires de puériculture
- Auxiliaires de soins
- Educateurs de jeunes enfants

Cette prime n'est pas cumulable avec l'indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires des éducateurs de jeunes enfants.

Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires des éducateurs de jeunes enfants (IFRSTS) - (décret n°2002-1443 du 9 décembre 2002, arrêté du 30 août 2002, arrêté du 9 décembre 2002)

Le montant individuel est fixé dans la limite des montants annuels de référence affectés d'un coefficient multiplicateur fixé comme suit.

Cadre d'emploi	Montant annuel de référence	Coefficient multiplicateur
Educateur principal	1050 €	7
Educateur	950 €	7

Ces montants sont attribués dans la limite du crédit global voté par la collectivité.

Cette prime n'est pas cumulable avec la prime de service ou les indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Prime forfaitaire mensuelle des auxiliaires de soins ou de puériculture (décret n°98-1057 du 16 novembre 1998 modifié, arrêté du 6 octobre 2010, arrêté du 23 avril 1975)

Le montant maximum de l'indemnité est déterminé par décret et est de 15,24 €.

Les cadres d'emplois concernés par la présente prime sont :

- Auxiliaires de puériculture
- Auxiliaires de soins

Prime spéciale de sujétions des auxiliaires de puériculture ou de soins (décret n°98-1057 du 16 novembre 1998 modifié, arrêté du 23 avril 1975, arrêté du 6 octobre 2010)

Le montant individuel est fixé dans la limite d'un taux égal à 10% du traitement brut de l'agent.

Les cadres d'emplois concernés par la présente prime sont :

- Auxiliaires de puériculture
- Auxiliaires de soins

Prime spécifique (décret n°88-1083 du 30 novembre 1988, décret n°98-1057 du 16 novembre 1998 modifié, arrêté du 27 mai 2005, arrêté du 1er août 2006, arrêté du 7 mars 2007)

Le montant maximum de l'indemnité est déterminé par décret et est de 90,00 €.

Les cadres d'emplois bénéficiaires sont :

- Puéricultrices
- Infirmiers en soins généraux

Articles 6 : autres indemnités :

Prime de responsabilité des emplois administratifs de direction (décret n°88-631 du 6 mai 1988)

Le montant maximum de l'indemnité est calculé par application d'un taux de 15% du traitement brut des agents occupant la fonction de directeur général des services de la collectivité.

Article 7 : Date d'effet

La présente délibération prendra effet au 1^{er} mars 2020

Le CIA sera versé en année pleine en fin d'année XX

Article 8 : Disposition relatives aux régimes indemnitaires existants (disposition effective uniquement pour les cadres d'emplois éligibles du RIFSEEP)

A compter de cette même date, sont abrogées l'ensemble des primes de même nature liées aux fonctions et à la manière de servir mises en place antérieurement au sein de la collectivité.

Le RIFSEEP peut donc être cumulé avec les IHTS, les astreintes.

Article 9 : Maintien à titre individuel

L'article 88 de la loi n°84-53 prévoit que pour les agents qui subiraient une baisse de leur régime indemnitaire, dans le cadre de la mise en place des nouvelles dispositions réglementaires, ceux-ci conserveraient le bénéfice, à titre individuel, du maintien du montant indemnitaire dont ils disposaient, en application des dispositions réglementaires antérieures.

La collectivité garantit donc aux agents le maintien à titre individuel de leur ancien régime indemnitaire si ce dernier est supérieur au nouveau régime indemnitaire tel que défini ci-dessus.

Article 10 : revalorisation

Les montants de référence et coefficients ci-dessus seront revalorisés ou modifiés conformément aux textes réglementaires. Les montants maxima (les plafonds) évoluent dans les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Les montants de référence de la collectivité évoluent proportionnellement aux revalorisations du point d'indice et de l'inflation.

Article 11 : Crédits budgétaires

Le montant attribué au régime indemnitaire sera prévu et inscrit au budget.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président,

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- Approuve la mise en place du RIFSEEP comme défini ci-dessus,
- Précise que les crédits nécessaires sont imputés au chapitre 012 (charges de personnel),
- Habilité Monsieur le Président à engager toutes les démarches nécessaires à la présente délibération
- Habilité Monsieur le Président à signer tous les documents liés à ce dossier

II Objet : Déploiement d'une Convention Territoriale Globale » (20-17) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté à l'unanimité approuve la mise en place d'un travail transversal visant à contractualiser à terme une convention territoriale globale en Pays Foyen et sollicite le financement de la CAF dans le cadre de l'aide à l'ingénierie pour engager cette démarche de CTG ; mais également pour l'aide au diagnostic proposée. Le Conseil de Communauté autorise Monsieur le Président à engager toutes les démarches nécessaires à la présente délibération, et la sollicitation des concours financiers.

III Objet : Ouverture d'un poste d'animateur périscolaire sous la forme d'un contrat aidé (20-18) :

Sur proposition unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté, à l'unanimité approuve l'ouverture d'un poste d'agent d'entretien dans le cadre d'un contrat aidé PEC, quotité 27/35èmes, à compter du 1^{er} mars 2020 pour une durée de neuf mois renouvelable. Le Conseil de Communauté habilité le Président à engager toutes les démarches nécessaires à la présente délibération.

IV Objet : Ouverture d'un poste d'animateur culturel et touristique sous la forme d'un contrat aidé (20-19) :

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté, à l'unanimité approuve l'ouverture d'un poste d'animateur culturel et touristique dans le cadre d'un contrat aidé, quotité 20/35èmes, à compter du 1^{er} mars 2020 pour une durée minimum de 9 mois renouvelable. Le Conseil de Communauté habilité le Président à engager toutes les démarches nécessaires à la présente délibération.

V Objet : Ouverture d'un poste d'agent technique sous la forme d'un contrat aidé (20-20) :

Sur proposition unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté, à l'unanimité approuve l'ouverture d'un poste d'agent technique dans le cadre d'un contrat aidé PEC, quotité 20/35èmes, à compter du 1^{er} mars 2020 pour une durée de neuf mois renouvelable.

Le Conseil de Communauté habilite le Président à engager toutes les démarches nécessaires à la présente délibération.

VI Objet : Commission Développement Durable (20-21) :

Après en avoir délibéré, le conseil de communauté, à l'unanimité approuve la création d'une commission Développement durable et indique que cette dernière sera proposée lors du renouvellement des commissions de la CdC du pays Foyen après installations des élus communautaires en Avril 2020.

VII Objet : Présentation du rapport annuel d'activité du service GEMAPI - Année 2019 - (20-22) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, les membres du Conseil communautaire à l'unanimité valident le rapport annuel 2019, notifient la présente délibération à l'ensemble des communes membres et habilite Monsieur le Président à signer tous les documents concernant ce dossier

VIII Objet : DELIBERATION SUR L'AVENANT DE PROLONGATION AVEC SOGEDO SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE (20-23) :

Après avis unanime du Bureau, Monsieur le Président le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des Membres présents et représentés adopte la prolongation de 6 mois par avenant du contrat de gestion du service de l'eau potable du territoire de Pellegrue avec SOGEDO et autorise le Président de signer les documents liés à cet avenant.

IX Objet : SAGE DROPT : AVIS SUR LE PROJET (20-24) :

Après avis du Bureau et après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents, décide d'émettre un avis favorable au projet de SAGE Dropt.

Pineuilh, le 10 juin 2020



A l'attention des membres du Conseil de Communauté

Convocation

Cher (e) Collègue,

J'ai l'honneur de vous inviter à participer à une réunion du Conseil Communautaire qui se tiendra le :

Jeudi 18 juin 2020 à 19h30 au gymnase de Mézières

Ordre du jour :

- Modalités liées au fonctionnement du conseil de communauté jusqu'au 2ème tour d'élection municipale sur Margueron
- Approbation des comptes administratifs principaux et annexes 2019
- Approbation du budget supplémentaire principal 2020 CDC
- Fixation des taux de fiscalité et de la taxe GEMAPI identique à 2019
- Décision modificative N°1 SPANC
- Modification du tableau des effectifs dans le cadre d'avancement de grade des agents, modification d'un poste de technicien en poste d'adjoint technique et modification d'un poste d'animateur en poste d'adjoint d'animation
- Ouverture d'un contrat PEC pour le service finances
- Ouverture d'un poste d'adjoint technique à temps non complet pour le service petite enfance (restauration)
- Contrat d'apprentissage diplôme d'état éducateur jeunes enfants
- Versement d'une prime exceptionnelle dans le cadre de l'urgence sanitaire (COVID-19)
- Règlement local de publicité
- Convention avec l'association la Croûte de Pain
- Questions diverses.

Comptant sur votre présence, veuillez recevoir, Cher (e) Collègue, l'expression de mes sentiments distingués.

David Ulmann
Président



paysfoyen.fr

Communauté de Communes du Pays Foyen 2 Avenue Georges Clemenceau - 33220 Pineuilh
Tél : 05 57 46 20 58 - fax : 05 57 46 39 53 mail : contact@paysfoyen.fr

I Objet : Approbation du Compte Administratif 2019 du budget de la CDC du Pays Foyen et affectation du résultat (20-25) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire avec 34 voix pour et 6 abstentions, vote le compte administratif 2019 du budget de la CDC du Pays Foyen et approuve l'affectation du résultat ci-dessus. La présente délibération sera notifiée à Madame la Trésorière.

II Objet : Approbation du Compte Administratif 2019 du budget AC Pellegrue de la CDC du Pays Foyen et affectation du résultat (20-26) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire avec 34 voix pour et 6 abstentions, vote le compte administratif 2019 du budget AC Pellegrue de la CDC du Pays Foyen et approuve l'affectation du résultat ci-dessus. La présente délibération sera notifiée à Madame la Trésorière.

III Objet : Approbation du Compte Administratif 2019 du budget AC Port Ste Foy de la CDC du Pays Foyen et affectation du résultat (20-27) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire avec 34 voix pour et 6 abstentions, vote le compte administratif 2019 du budget AC Port Ste Foy de la CDC du Pays Foyen et approuve l'affectation du résultat ci-dessus. La présente délibération sera notifiée à Madame la Trésorière.

IV Objet : Approbation du Compte Administratif 2019 du budget AC de la CDC du Pays Foyen et affectation du résultat (20-28) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire avec 34 voix pour et 6 abstentions, vote le compte administratif 2019 du budget AC de la CDC du Pays Foyen et approuve l'affectation du résultat ci-dessus. La présente délibération sera notifiée à Madame la Trésorière.

V Objet : Approbation du Compte Administratif 2019 du budget CINEMA de la CDC du Pays Foyen et affectation du résultat (20-29)

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire avec 34 voix pour et 6 abstentions, vote le compte administratif 2019 du budget CINEMA de la CDC du Pays Foyen et approuve l'affectation du résultat ci-dessus. La présente délibération sera notifiée à Madame la Trésorière.

VI Objet : Approbation du Compte Administratif 2019 du budget EAU ex SIC de la CDC du Pays Foyen et affectation du résultat (20-30) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire avec 34 voix pour et 6 abstentions, vote le compte administratif 2019 du budget EAU ex SIC de la CDC du Pays Foyen et approuve l'affectation du résultat ci-dessus. La présente délibération sera notifiée à Madame la Trésorière.

VII Objet : Approbation du Compte Administratif 2019 du budget EAU et affectation du résultat (20-31) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire avec 34 voix pour et 6 abstentions, vote le compte administratif 2019 du budget EAU et approuve l'affectation du résultat ci-dessus. La présente délibération sera notifiée à Madame la Trésorière.

VIII Objet : Approbation du Compte Administratif 2019 du budget GEMAPI de la CDC du Pays Foyen et affectation du résultat (20-32) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire avec 34 voix pour et 6 abstentions, vote le compte administratif 2019 du budget GEMAPI de la CDC du Pays Foyen et approuve l'affectation du résultat ci-dessus. La présente délibération sera notifiée à Madame la Trésorière.

IX Objet : Approbation du Compte Administratif 2019 du budget Office de Tourisme de la CDC du Pays Foyen et affectation du résultat (20-33) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire avec 34 voix pour et 6 abstentions, vote le compte administratif 2019 du budget OT de la CDC du Pays Foyen et approuve l'affectation du résultat ci-dessus. La présente délibération sera notifiée à Madame la Trésorière.

X Objet : Approbation du Compte Administratif 2019 du budget SPANC de la CDC du Pays Foyen et affectation du résultat (20-34) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire avec 34 voix pour et 6 abstentions, vote le compte administratif 2019 du budget SPANC de la CDC du Pays Foyen et approuve l'affectation du résultat ci-dessus. La présente délibération sera notifiée à Madame la Trésorière.

XI Objet : Approbation du Compte Administratif 2019 du budget ZAE de la CDC du Pays Foyen et affectation du résultat (20-35) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire avec 34 voix pour et 6 abstentions, vote le compte administratif 2019 du budget ZAE de la CDC du Pays Foyen et approuve l'affectation du résultat ci-dessus. La présente délibération sera notifiée à Madame la Trésorière.

XII Approbation du Compte de Gestion 2019 du budget de la Communauté de Communes du Pays Foyen (20-36) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à 36 voix pour et 5 abstentions, approuve le compte de gestion du budget de la Communauté de Communes du Pays Foyen dressé par Madame la trésorière municipale pour l'exercice 2019. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

XIII Objet : Approbation du Compte de Gestion 2019 du budget ASSAINISSEMENT PELLEGRUE (20-37) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à 36 voix pour et 5 abstentions, approuve le compte de gestion du budget ASSAINISSEMENT PELLEGRUE dressé par Madame la trésorière municipale pour l'exercice 2019. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

XIV Objet : Approbation du Compte de Gestion 2019 du budget ASSAINISSEMENT PORT STE FOY (20-38) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à 36 voix pour et 5 abstentions, approuve le compte de gestion du budget ASSAINISSEMENT PORT STE FOY dressé par Madame la trésorière municipale pour l'exercice 2019. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

XV Objet : Approbation du Compte de Gestion 2019 du budget ASSAINISSEMENT (20-39) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à 36 voix pour et 5 abstentions approuve le compte de gestion du budget ASSAINISSEMENT dressé par Madame la trésorière municipale pour l'exercice 2019. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

XVI Objet : Approbation du Compte de Gestion 2019 du budget CINEMA (20-40) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à 36 voix pour et 5 abstentions approuve le compte de gestion du budget CINEMA dressé par Madame la trésorière municipale pour l'exercice 2019. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

XVII Objet : Approbation du Compte de Gestion 2019 du budget EAU ex SIC (20-41) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à 36 voix pour et 5 abstentions approuve le compte de gestion du budget EAU ex SIC dressé par Madame la trésorière municipale pour l'exercice 2019. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

XVIII Objet : Approbation du Compte de Gestion 2019 du budget EAU (20-42) :

Après avis du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à 36 voix pour et 5 abstentions approuve le compte de gestion du budget EAU dressé par Madame la trésorière municipale pour l'exercice 2019. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

XIX Objet : Approbation du Compte de Gestion 2019 du budget GEMAPI (20-43) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à 36 voix pour et 5 abstentions approuve le compte de gestion du budget GEMAPI dressé par Madame la trésorière municipale pour l'exercice 2019. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

XX Objet : Approbation du Compte de Gestion 2019 du budget OFFICE DE TOURISME (20-44) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à 36 voix pour et 5 abstentions approuve le compte de gestion du budget OFFICE DE TOURISME dressé par Madame la trésorière municipale pour l'exercice 2019. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

XXI Objet : Approbation du Compte de Gestion 2019 du budget SPANC (20-45) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à 36 voix pour et 5 abstentions approuve le compte de gestion du budget SPANC dressé par Madame la trésorière municipale pour l'exercice 2019. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

XXII Objet : Approbation du Compte de Gestion 2019 du budget ZAE (20-46) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à 36 voix pour et 5 abstentions approuve le compte de gestion du budget ZAE dressé par Madame la trésorière municipale pour l'exercice 2019. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

XXIII Objet : Vote des taux de fiscalité 2020 (20-47) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté, 37 voix pour et 4 abstentions valide les taux 2020, inchangés par rapport à 2019, de la façon suivante :

- Taxe d'habitation : 11.45%
- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 1,95 %
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 8,95 %
- Cotisation Foncière des Entreprises : 26,73%

Le Conseil de Communauté autorise Monsieur le Président à signer tous les documents nécessaires à la présente délibération. La présente délibération sera notifiée à Madame la Trésorière.

XXIV Objet : GEMAPI - Fixation du produit attendu de la taxe GEMAPI pour 2020 (20-48) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, les membres du Conseil Communautaire du Pays Foyen à 37 voix pour et 4 abstentions arrêtent le produit attendu de la taxe GEMAPI pour l'année 2020 à 142 000 € et autorisent Monsieur le Président à prendre toute décision et à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

XXV Objet : Décision modificative N°1 SPANC (20-49) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté, à 37 voix pour et 4 abstentions approuve la décision modificative n°1 budget SPANC présentée ci-dessous :

33324 Code INSEE	CC DU PAYS FOYEN SPANC	DM n°1 2020
---------------------	---------------------------	-------------

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Communautaire

Décision modificative n°1

Désignation	Dépenses ⁽¹⁾		Recettes ⁽¹⁾	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-022 : Dépenses imprévues (exploitation)	100,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 022 : Dépenses imprévues (exploitation)	100,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-673 : Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00 €	100,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles	0,00 €	100,00 €	0,00 €	0,00 €
Total FONCTIONNEMENT	100,00 €	100,00 €	0,00 €	0,00 €
Total Général		0,00 €		0,00 €

XXVI OBJET : Budget Supplémentaire Communauté de Communes 2020 (20-50) :

Après discussion, le Conseil Communautaire, à 35 voix pour, 4 abstentions et 2 contre, valide le Budget Supplémentaire 2020 du Budget Principal ainsi présenté (En fonctionnement : 1 255 500€ et En investissement : 2 548 861€).

XXVII Objet : Modification du tableau des effectifs suite aux avancements de grade et modification d'un poste de technicien en adjoint technique et d'un poste d'animateur en adjoint d'animation (20-51) :

Grade actuel	Grade futur (après validation par la CAP)
Adjoint Administratif, quotité 25,50/35 ^{ème}	Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} classe, quotité 25,50/35 ^{ème}
Adjoint Administratif, quotité 35/35 ^{ème}	Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} classe, quotité 35/35 ^{ème}
Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} classe, quotité 35/35 ^{ème}	Adjoint Administratif Principal 1 ^{ère} classe, quotité 35/35 ^{ème}
Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} classe, quotité 35/35 ^{ème}	Adjoint Administratif Principal 1 ^{ère} classe, quotité 35/35 ^{ème}
Attaché Principal, quotité 35/35 ^{ème}	Attaché Hors Classe, quotité 35/35 ^{ème}
Adjoint Technique, quotité 35/35 ^{ème}	Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe, quotité 35/35 ^{ème}
Agent Social, quotité 35/35 ^{ème}	Agent Social Principal 2 ^{ème} classe, quotité 35/35 ^{ème}
Agent Social Principal 2 ^{ème} classe, quotité 35/35 ^{ème}	Agent Social Principal 1 ^{ère} classe, quotité 35/35 ^{ème}
Educateur Jeunes Enfants 2 ^{ème} classe, quotité 35/35 ^{ème}	Educateur Jeunes Enfants 1 ^{ère} classe, quotité 35/35 ^{ème}
Adjoint d'Animation, quotité 32/35 ^{ème}	Adjoint d'Animation Principal 2 ^{ème} classe, quotité 32/35 ^{ème}
Adjoint d'Animation, quotité 35/35 ^{ème}	Adjoint d'Animation Principal 2 ^{ème} classe, quotité 35/35 ^{ème}
Adjoint d'Animation Principal 2 ^{ème} classe,	Adjoint d'Animation Principal 1 ^{ère} classe,

quotité 33/35 ^{ème}	quotité 33/35 ^{ème}
Technicien, quotité 35/35 ^{ème}	Adjoint Technique, quotité 35/35 ^{ème}
Animateur, quotité 35/35 ^{ème}	Adjoint d'Animation, quotité 35/35 ^{ème}

Monsieur le Président précise que les postes vacants seront supprimés après avis du Comité Technique.

Après avis unanime du Bureau, le Conseil de Communauté, à 32 voix pour et 9 abstentions approuve l'ouverture des 14 postes ainsi présentés à compter du 1^{er} juillet 2020, mandate le Président pour effectuer les formalités nécessaires à la présente délibération, s'exprimera sur la fermeture des postes vacants après avis du Comité Technique et inscrit les crédits nécessaires au Budget. La présente délibération sera notifiée au Centre de Gestion de la Gironde.

XXVIII Objet : Ouverture d'un poste d'assistant comptable sous la forme d'un contrat aidé (20-52) :

Après avis unanime du Bureau, et après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté, à 36 voix pour et 5 abstentions, approuve l'ouverture d'un poste d'assistant comptable dans le cadre d'un contrat aidé PEC, quotité 30/35^{èmes}, à compter du 1^{er} juillet 2020 pour une durée de neuf mois renouvelable et habilite le Président à engager toutes les démarches nécessaires à la présente délibération.

XXIX Objet : Ouverture d'un poste d'adjoint technique à temps non complet (20-53) :

Après avis unanime du Bureau, le Conseil de Communauté, à 36 voix pour et 5 abstentions, approuve l'ouverture d'un poste d'adjoint technique à temps non complet, quotité 24/35^{ème} à compter du 1^{er} août 2020, mandate le Président pour effectuer les formalités nécessaires à la présente délibération et inscrit les crédits nécessaires au Budget. La présente délibération sera notifiée au Centre de Gestion de la Gironde.

XXX Objet : Contrat d'apprentissage Diplôme d'Etat Animateur Jeunes Enfants (20-54) :

Après avis unanime du Bureau, le Conseil de Communauté, à 36 voix pour et 5 abstentions, approuve la possibilité de réaliser un contrat d'apprentissage au sein des services communautaires, autorise Monsieur le Président à engager toutes les démarches nécessaires et à signer tous les actes relatifs à la présente délibération et précise que les crédits seront inscrits au Budget.

XXXI Objet : Versement d'une prime exceptionnelle dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de COVID19 (20-55) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à 16 voix pour, 17 abstentions et 8 contre, approuve le versement d'une prime exceptionnelle dans les conditions exposées par Monsieur le Président, habilite Monsieur le Président à engager toutes les démarches nécessaires à la présente délibération et inscrit les crédits nécessaires au Budget.

XXXII Objet : Présentation du projet de permanence à la Croûte de pain par la médiatrice sociale (20-56) :

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à 37 voix pour et 4 abstentions, valide la signature de cette convention et habilite Monsieur le Président à engager toutes les démarches liées à cette affaire

Convocation

Cher (e) Collègue,

J'ai l'honneur de vous convier à une réunion de Bureau qui se tiendra le :

Lundi 20 janvier 2020 à 18h30
Salle Pôle Enfance à Sainte-Foy-La-Grande

Ordre du jour :

Décisions du Bureau :

- ✓ Harmonisation tarifaire et accessibilité aux structures enfance jeunesse
- ✓ Attribution d'une subvention de fonctionnement 2020 au SDIS 33
- ✓ Modification du tableau des effectifs – fermetures de poste
- ✓ Refonte du site internet au sein du PETR

Décisions du Conseil Communautaire :

- ✓ Budgets Primitifs environnement / Office de Tourisme / Cinéma
- ✓ Contrat de mixité sociale
- ✓ Recrutement d'un poste en contrat aidé dans le cadre de la Micro folie
- ✓ Modification des statuts du SMDE24
- ✓ Transfert de la compétence Assainissement Non Collectif (ANC) de la Communauté de Communes Périgord Limousin au SMDE24

Questions diverses :

- ✓ Information sur l'avancée du projet Micro folie
- ✓ Motion de soutien à la filière vigne et vin française

Comptant sur votre présence, veuillez recevoir, Cher (e) Collègue, l'expression de mes sentiments distingués.

David Ulmann
Président



I Objet : Harmonisation tarifaire et accessibilité aux structures Enfance jeunesse (B-20-01) :

Après en avoir délibéré, le Bureau à l'unanimité Approuve la mise en place de prix plancher sur les structures petite enfance et enfance jeunesse pour les familles d'accueil.

II Objet : Attribution d'une subvention de fonctionnement 2020 au SDIS 33 (B-20-02) :

Après en avoir délibéré, le Bureau communautaire à l'unanimité approuve le versement d'une subvention de fonctionnement au titre de l'année 2020 au SDIS 33 pour un montant de 10 146,20 € dans le cadre de l'actualisation des contributions intercommunales assise sur la population DGF 2019 par rapport à la population DGF 2002 ; autorise Monsieur le Président à signer la convention annuelle relative à cette subvention de fonctionnement et habilite Monsieur Le Président à effectuer les formalités nécessaires à la réalisation de la présente délibération.

III Objet : Mise à jour du tableau des effectifs - Fermetures des postes vacants (B-20-03) :

Après avis favorable du Comité Technique en date du 19 décembre 2019, Monsieur le Président propose de fermer les postes vacants nommés suivants 1 poste d'Adjoint Administratif, quotité 35/35èmes et 2 postes d'Adjoint Technique, quotité 25/35èmes; après en avoir délibéré, le Bureau Communautaire, à l'unanimité approuve la fermeture des postes comme défini ci-dessus et valide le tableau des effectifs joint à la présente.

IV Objet : Objet : Dotation de soutien à l'Investissement Local - demande de subvention D.S.I.L. au titre de l'année 2020 - Programme : Musée Numérique « MICRO FOLIE » à l'Office de Tourisme du Pays Foyen (B-20-04) :

Le plan de financement prévisionnel de ces travaux, est établi de la façon suivante :

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL		
	DEPENSES	RECETTES
Dépense prévisionnelle « MICRO FOLIES » - H.T.	70 759.94 €	
DSIL 2020 dotation sollicitée à hauteur de 35 %		24 765.98 €
Autofinancement		45 993.96 €
TOTAUX	70 759.94 €	70 759.94 €

Après délibération, le Bureau Communautaire, à l'unanimité approuve le projet d'installation d'un Musée Numérique « MICRO FOLIE » à l'Office de Tourisme du Pays Foyen sur la Commune de Ste Foy la Grande, pour un montant de 70 759.94 € H.T., approuve le plan de financement prévisionnel, présenté sur le tableau ci-dessus, et précise que les crédits budgétaires pour la réalisation de cette opération, ont été inscrits au budget de la CDC – en section d'investissement.

Le Bureau Communautaire sollicite l'Etat au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local 2020, pour l'attribution d'une subvention à hauteur de 35 %, pour le projet mentionné ci-dessus et habilite Monsieur le Président à engager toutes les démarches nécessaires au bon déroulement de ce dossier et l'autorise à signer tous documents et à encaisser la subvention.

V Objet : Constitution d'un groupement de commande pour la création des sites internet des Offices de Tourisme (B-20-05) :

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau à l'unanimité se prononcent favorablement pour constituer, par voie de convention, d'un groupement de commande entre les Offices de Tourisme concernés afin de sélectionner un prestataire unique pour la création des sites internet. Ces derniers, autorisent le Président à signer la convention de constitution du groupement et donnent tous pouvoirs au Président afin qu'il puisse s'acquitter de toutes les formalités juridiques, administratives et financières inhérentes à ce type d'opération.

Convocation

Cher (e) Collègue,

J'ai l'honneur de vous convier à une réunion de Bureau qui se tiendra le :

Mardi 18 février 2020 à 18h30
Salle Pôle Enfance à Sainte-Foy-La-Grande

Ordre du jour :

Décisions du Bureau :

- ✓ Attribution du marché maîtrise d'œuvre Eau
- ✓ Attribution du marché maîtrise d'œuvre Assainissement
- ✓ Attribution du marché Réservoir de Baby
- ✓ Demande de subvention dans le cadre du programme LEADER pour la création du site internet de l'office de tourisme
- ✓ Financement des dépenses liées au poste de technicien des milieux aquatiques pour l'année 2020

Décisions du Conseil Communautaire :

- ✓ Recrutement d'un contrat aidé à temps non complet pour le périscolaire
- ✓ Recrutement d'un contrat aidé à temps non complet pour les services techniques (suite démission)
- ✓ Mise en place du RIFSEEP
- ✓ Présentation du rapport annuel d'activité 2019 du service GEMAPI
- ✓ Avenant de prolongation du contrat AEP de SOGEDO
- ✓ Signature de la CTG (Convention Territoriale Globale)
- ✓ Avis sur le projet SAGE DROPT

Questions diverses :

- ✓ Fabrique de territoire

Comptant sur votre présence, veuillez recevoir, Cher (e) Collègue, l'expression de mes sentiments distingués.

David Ulmann
Président



I Objet : Choix du titulaire pour l'accord-cadre à bons de commande pour des prestations de services pour la réalisation de missions de maîtrise d'œuvre sur le programme d'adduction en eau potable 2020-2023 (B-20-06) :

Après en avoir délibéré, le bureau, à l'unanimité valide l'analyse des services internes de la Communauté de Communes, décide d'attribuer le présent accord-cadre à bons de commande à le Cabinet ADVICE INGENIERIE pour un montant de rémunération de 5.5% ; et habilite Monsieur le Président à signer tous les documents relatifs à cet accord-cadre à bons de commande, ainsi que tous les documents susceptibles d'intervenir en cours d'exécution de ce dernier (avenants, déclaration de sous-traitance...).

II Objet : Choix du titulaire pour l'accord-cadre à bons de commande pour des prestations de services pour la réalisation de missions de maîtrise d'œuvre sur le programme d'assainissement collectif 2020-2023 (B-20-07) :

Après en avoir délibéré, le bureau, à l'unanimité valide l'analyse des services internes de la Communauté de Communes, décide d'attribuer le présent accord-cadre à bons de commande au Cabinet ADVICE INGENIERIE pour un montant de rémunération de 6.75% ; et habilite Monsieur le Président à signer tous les documents relatifs à cet accord-cadre à bons de commande, ainsi que tous les documents susceptibles d'intervenir en cours d'exécution de ce dernier (avenants, déclaration de sous-traitance...).

III Objet : Choix du titulaire pour le marché de travaux relatif à la réhabilitation du réservoir de Baby (B-20-08) :

Après en avoir délibéré, le Bureau, à l'unanimité valide l'analyse des offres, décide de conclure le marché avec le groupement d'entreprises ETS MARTIN DOMINIQUE et MTP Ph. MECHIN pour un montant de 158 763 euros hors taxe ; et habilite Monsieur le Président à signer tous les documents relatifs à ce marché, ainsi que tous les documents susceptibles d'intervenir en cours d'exécution de ce dernier (avenants, déclaration de sous-traitance...).

IV Objet : Demande de Subvention dans le cadre du programme LEADER pour la création d'un Site Internet (B-20-09) :

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Dépenses	Montants HT	Recettes	Montants HT
Création Site Internet	15 000 €	Autofinancement (20%)	3 000 €
		Département CAT LEADER à confirmer	2 520 €
		Région à confirmer	9 480 €
TOTAL	15 000 €		15 000 €

Après en avoir délibéré, le Bureau à l'unanimité approuve le plan de financement prévisionnel ci-dessus, approuve la demande de Subvention dans le cadre du programme LEADER pour la création d'un Site Internet et habilite Monsieur le Président à engager toutes les démarches liées à cette affaire

V Objet : FINANCEMENT DEPENSES LIEES AU POSTE DE TECHNICIEN MILIEUX AQUATIQUES POUR L'ANNEE 2020 (B-20-10) :

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Organismes financeurs	Section d'exploitation		Section d'investissement	
	Montants prévisionnels	Taux prévisionnels alloués *	Montants prévisionnels	Taux prévisionnels alloués *
Conseil Départemental de la Gironde	18 171 €	30 %	42 825 €	de 30 % à 35 %
Agence de l'Eau Adour-Garonne	30 285 €	50 %	61 750 €	de 40 % à 50 %

** Ces taux sont donnés à titre indicatif, sous réserve de bénéfice d'obtention et selon des critères bien spécifiques.*

Au vu de l'ensemble des informations présentées, et après en avoir délibéré, les membres du Bureau communautaire du Pays Foyen à l'unanimité acceptent les missions du Technicien Milieux Aquatiques détaillées selon le document ci-joint ; acceptent les dépenses liées au poste de Technicien Milieux Aquatiques selon le tableau ci-joint ; acceptent le financement des dépenses liées à l'emploi d'un Technicien Milieux Aquatiques selon le tableau ci-joint ; sollicitent l'attribution des subventions du Conseil Départemental de la Gironde ; sollicitent l'attribution des subventions de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne et habilite Monsieur le Président, à déposer les demandes de subventions et à signer tous les documents concernant ce dossier.

ARRETES DU PRESIDENT

Le Président de la Communauté de Communes du Pays Foyen, arrête en date du 07 janvier 2020 :

Article 1 :

Monsieur Bluteau José, 4^{ème} Vice-Président, est délégué aux fonctions de Président de la Commission Habitat.

Article 2 :

Monsieur Bluteau José assurera en particulier le suivi des dossiers suivants :

- * Habitat, PLH,
- * OPAH - ORI,
- * CIL, Commission Locale Habitat Bailleurs sociaux,
- * Technologies Numériques.

Article 3 :

Monsieur Bluteau José est désigné rapporteur des projets de délibérations relatives à l'habitat, PLH, OPAH-ORI, CIL, Commission Locale Habitat Bailleurs sociaux technologies numériques présentés au conseil de communauté.

Article 4 :

Monsieur Bluteau José reçoit délégation, en l'absence de Monsieur le Président, pour signer les actes notariés relatifs à la vente par la Communauté de Communes du Pays Foyen des lots de la Zone d'Activités Economiques située sur la commune de Pellegrue.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- * Monsieur le Sous Préfet de la Gironde,
- * Monsieur le Receveur Municipal de Sainte Foy la Grande.

Le Président de la Communauté de Communes du Pays Foyen, arrête en date du 05 juin 2020 :

- le versement par la CDC du Pays Foyen au bénéfice du SAAD du CIAS du Pays Foyen d'une avance temporaire de trésorerie de 500 000 €.
- que cette avance devra être remboursée par le SAAD au plus tard le 31 décembre 2020.
- Que les inscriptions budgétaires seront prévues sur les budgets Communauté de Communes et CIAS

Le Président de la Communauté de Communes du Pays Foyen, arrête en date du 05 juin 2020 :

- Le financement de la programmation 2020, tel que présenté dans le tableau annexé à l'arrêté.

Le Président de la Communauté de Communes du Pays Foyen, arrête en date du 05 juin 2020 :

- La mise en place d'une caution de 100€ pour le prêt de jeu de la ludothèque.

Le Président de la Communauté de Communes du Pays Foyen, arrête en date du 05 juin 2020 :

- La vente, à Monsieur Mercier, d'une parcelle de terrain, sis Rue de la Croix 33 220 Saint-Philippe-du-Seignal **Section : AN°: 384 Lieudit : Plaine de Pineuilh Surface : 714m²** pour un montant 3 500€

Le Président de la Communauté de Communes du Pays Foyen, arrête en date du 05 juin 2020 :

- La souscription au Fond de solidarité mis en place par la Région Nouvelle Aquitaine
- La cotisation à hauteur de 2€ par habitant de la collectivité
- L'inscription au budget des crédits nécessaires

Le Président de la Communauté de Communes du Pays Foyen, arrête en date du 05 juin 2020 :

- la sollicitation auprès des partenaires, de la prolongation de l'OPAH au-delà des objectifs déjà atteints sur les propriétaires bailleurs
- la réalisation d'un avenant de l'OPAH
- le versement de 1000€ sur chaque dossier déposé sur les propriétaires bailleurs
- l'inscription au budget des crédits nécessaires